



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE

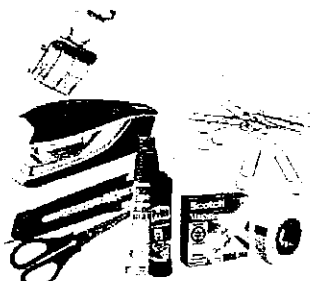


DIRECTION DES ACHATS
Filière bureau / Bureautique

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

FOURNITURE DE BUREAU ET AUTRES ARTICLES ASSOCIES POUR LES ETABLISSEMENTS PARTIES DU G.H.T. DE MARTINIQUE



PERSONNE PUBLIQUE :

C.H.U. DE MARTINIQUE
DIRECTION DES ACHATS
CS 90632
97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Référence de consultation Place : DCE-2025 -026- SGD

Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en applications des articles L.2124-2 ; R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique et soumis au cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS – arrêté du 30 mars 2021).

Comptable Assignataire :

Trésorerie de Fort-de-France Centre Hospitalier et Universitaire
BP- 676- route du Lamentin
97200 Fort-de France

Dématérialisation de la transmission des demandes de paiement :

Portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL
<https://chorus-pro.gouv.fr>

Durée :

De la date de notification jusqu'au 12/07/2027

Date limite de remise des offres :

Table des matières

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES	1
Article 1 : Objet de la consultation	5
1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre	5
1.4 - Répartition des responsabilités	5
1.5 - Décomposition du contrat.....	6
Article 2. Spécification du besoin	7
2.2 Spécifications administratives	8
2.2.1 Modalités de commandes	8
2.2.2 Modalité de livraison/ d'expédition	8
2.2.3 Délai de livraison.....	9
2.2.4 Retard de livraison et rupture d'approvisionnement.....	9
Article 3 : Forme et caractéristiques du marché.....	10
3.1 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue	10
Article 4 Représentation des parties	10
Article 5. Modalité de financement	10
Article 6. Pièces constitutives du marché.....	11
Article 7. Forme des notifications et informations au titulaire.....	11
Article 8. Prix, variation du prix	11
8.1 Mode d'établissement.....	11
8.2 Contenu des prix.....	11
8.3 Forme et variation du prix	12
8.4 Clause butoir	13
8.5 Clause de sauvegarde	13
9. Avances	13
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	13
9.2 - Garanties financières de l'avance	13
Article 10. Modalités de règlement.....	13
10.1 Délais de paiement	13
Article 11 Délais - Pénalités et primes	15
Article 12 Modalités d'exécution du marché	15
12.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	15
12.2 Conditions d'exécution des prestations	15
12.3 Modalités particulières pour un marché à bons de commande	15
Article 13 Constatation de l'exécution des prestations et décisions	15

13.1 Opérations de vérification	15
Les opérations de vérification s'effectuent à compter de la livraison à destination. Elles sont :	15
- de nature qualitative, et consistent à vérifier la conformité des marchandises livrées avec les spécifications techniques et les modèles témoins ;	16
- de nature quantitative, et consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de Commande, celle portée sur le bon de livraison, et celle effectivement livrée.....	16
13.2 Décision d'admission	16
Article 14 Assurances.....	16
Article 15 Modification du marché	16
15.1 Clause de réexamen.....	16
15.2 Clause modificative.....	18
15.3 Théorie de l'imprévision et demande d'indemnités.....	18
Article 16. Résiliation du contrat	19
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
Article 17 Obligation du titulaire	19
Article 18 Différends et litiges.....	20
Article 19 Dérogations au CCAG applicable.....	20

Article 1 : Objet de la consultation

La présente consultation a pour l'objet :

« LA FOURNITURE DE BUREAU ET AUTRES ARTICLES ASSOCIES POUR LES ETABLISSEMENTS PARTIES DU G.H.T. DE MARTINIQUE ».

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Le GHT de Martinique est composé des 9 établissements suivants : CHU de Martinique, désigné établissement support du GHT, et les établissements parties qui sont le CH Nord Caraïbe, CH Intercommunal Lorrain/ Basse-Pointe, CH du Romain Blondet St Joseph), CH E. Wan Ajouhu (Le François), CH du Marin, CH du Saint-Esprit, EHPAD Marcel Hardy du Robert et l'EHPAD Les Madrépores des Anses d'Arlet

Les établissements parties du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

Le CHU de Martinique établissement support n'est concerné que par le lot 7.

1.4 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

Le CHU de Martinique, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Martinique, constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT de Martinique.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Martinique assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT de Martinique assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures).

En résumé ci-après la répartition des compétences :

Compétences	Ets support	Ets parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	x	

Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	x	
Etablissement et Envoi des bons de commande		x
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	x	
Procéder à la reconduction des marchés	x	
Agrément des sous-traitant	x	
Délivrance du certificat de cession de créances	x	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		x
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		x
Appliquer les pénalités		x
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	x Pénalités reporting	x pénalités d'exécution
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		x

1.5 - Décomposition du contrat

Conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, l'accord-cadre est alloti.

Les prestations sont réparties en 8 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Fourniture de bureau : ECRITURE
02	Fourniture de bureau : SUPPORT D'ECRITURE
03	Fourniture de bureau : PETIT MATERIEL DE BUREAU
04	Fourniture de bureau : CLASSEMENT
05	Fourniture de bureau : ENVELOPPES
06	Fourniture de bureau : MATERIEL DE BUREAU
07	Fourniture de piles électriques

1.6 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec un maximum en valeur de 610 000.00€ HT pour la durée du marché, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Allotissement	Maximum en HT pour la durée du marché
Lot 1 Fourniture de bureau : ECRITURE	80 000.00€ HT
Lot 2 Fourniture de bureau : SUPPORT D'ECRITURE	80 000.00€ HT
Lot 3 Fourniture de bureau : PETIT MATERIEL DE BUREAU	80 000.00€ HT
Lot 4 Fourniture de bureau : CLASSEMENT	120 000.00€ HT
Lot 5 Fourniture de bureau : ENVELOPPES	70 000.00€ HT
Lot 6 Fourniture de bureau : MATERIEL DE BUREAU	100 000.00€ HT
Lot 7 Fourniture de piles électriques	80 000.00€ HT

Chaque lot est attribué séparément. Les candidats peuvent présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Cependant ils sont obligés de répondre à l'ensemble des sous-lots composant un lot, dans le cas contraire son offre est irrégulière.

La consultation intègre un ensemble de produits listés dans l'annexe 1 du CCP et prévoit la mise à disposition, d'un catalogue personnalisé contenant l'ensemble des articles listés dans cette annexe mais également d'un catalogue couvrant les besoins complémentaires sur des produits similaires. Le périmètre de ce catalogue fera l'objet d'une mise au point avant la notification du marché.

Les candidats devront proposer une référence sur tous les produits listés. Le candidat devra respecter les dimensions, et autres caractéristiques mentionnées.

Article 2. Spécification du besoin

L'ensemble des articles proposés dans l'annexe 1 du présent CCP devront obligatoirement être identifiables par une photographie dans le catalogue restreint du marché et/ou dans le catalogue général public du candidat.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire proposera son conditionnement commercial exprimé au bordereau des prix unitaires.

Les unités et multiples d'unités sont exprimés en clair de la façon suivante :

- Unité=1
- BT= boîte de ... pièces
- PQ= paquet de ... pièces
- CT= la centaine ou 100
- DX= la dizaine ou 10
- RX= le rouleau
- SC= le sachet

Toute modification de conditionnement des articles du bordereau des prix unitaires devra au préalable être validée par l'approvisionneur de chaque établissement en charge des commandes avant l'établissement du bon de commande

2.1 Spécifications techniques

Lot 3 : Petit matériel de bureau

S/lot3-41 Tapis de souris avec repose poignet et repose poignet clavier

Ergonomiques ; En gel ; S'adapte à la forme du poignet ; Nettoyage facile ; compatible avec les souris optiques

Lot 4 : Classement

S/lot 4-14 : Corbeille à courrier (box de 4 tiroirs) :

Monobloc ultra rigide et robuste ; Empilable ; Pour documents A4+ (contenance / capacité maximum 24x32) - Coulisement parfait des tiroirs avec butée de sécurité.

S/lot 4-15 : Corbeille à courrier simple et S/lot 4-26 porte revue :

Pour documents A4. En matière plastique **rigide et robuste**. Superposition verticale et en escalier

Lot 6 : Matériel de bureau

S/lot 6-1 : Destructeur de documents :

Capacité une vingtaine de feuilles environ.

Fonction démarrage/arrêt automatique et dispositif de protection contre la surcharge. Indicateur de niveau de remplissage. Destruction : papier, CD, CB, agrafes et trombones

S/lot 6-2 : Relieuse multifonction

Relieuse manuelle ;

Multifonctions : relieuse (jusqu'à environ 300 feuilles), perforatrice (jusqu'à environ une vingtaine de feuilles)

Type de reliure : anneau plastique

S/lot 6-3 Machine à plastifier

Plastifie jusqu'au format A3 et jusqu'à environ 125 microns

Identifie l'épaisseur de la pochette

2.2 Spécifications administratives

2.2.1 Modalités de commandes

Le marché spécifique s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'envoi du bon de commande par **l'établissement bénéficiaire, au titulaire**.

Afin d'assurer le bon traitement des commandes, le Titulaire devra transmettre à chaque établissement partie du G.H.T. de Martinique le nom et les coordonnées de la personne chargée d'assurer la coordination et l'exécution des prestations.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins des établissements bénéficiaires et transmis au Titulaire en précisant :

- nom ou raison sociale du titulaire
- La référence de la commande : date et numéro de commande
- La **référence de la procédure d'appel d'offres** : **DCE-2025- 026 -SGD**
- L'identification détaillée des fournitures
- La (les) quantité(s) unitaires en précisant le conditionnement ;
- Lieu de livraison et identification du service concerné (le cas échéant) ;
- Le prix unitaire HT de chaque fourniture ;
- Le prix unitaire TTC / FCA
- Et tout autre renseignement utile

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque établissement partie pourraient être honorés par le titulaire et faire l'objet d'un paiement de la part de ces derniers.

2.2.2 Modalité de livraison/ d'expédition

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur.

La fourniture livrée doit être identique à celle proposée dans le marché.

Le titulaire du marché envoie au bénéficiaire, un avis d'expédition ou de livraison des commandes, par mail ou par fax, qui précise :

- La date d'expédition ou date de livraison de la marchandise
- Le numéro de commande interne
- Les produits concernés
- Les quantités de produit
- Les éventuelles modalités de suivi de la commande.

Les différentes modalités relatives à la gestion des reliquats de commande, suite à des commandes partielles, seront à préciser.

Le Titulaire doit se conformer impérativement au rythme de livraison défini par le bénéficiaire et aux horaires de réception du magasin.

2.2.3 Délai de livraison

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'envoi du bon de commande par l'établissement concerné par la commande. Les délais de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

2.2.4 Retard de livraison et rupture d'approvisionnement

Il appartient au Titulaire de se manifester dès que possible en cas de rupture de stock ou d'approvisionnement et de proposer une solution de remplacement, le cas échéant, au plus tard 4 jours ouvrés après la date de la commande.

Dans ce cas ou en cas d'impossibilité de livraison dans les délais fixés, les Bénéficiaires pourront pourvoir à leurs besoins aux frais du Titulaire en s'approvisionnant auprès d'un autre fournisseur.

2.2.5 : Spécifications quantitatives

Les quantités prévisionnelles indicatives annuelles sont définies famille par famille dans l'annexe financière au CCP.

Il est précisé que tous ces éléments sont fournis à titre indicatif, ne constituent pas un engagement, et pourront varier pendant l'exécution du marché.

2.3 Développement Durable

Caractéristiques environnementales

Le titulaire doit assurer les livraisons sur les sites des établissements indiqués sur les bons de commande.

Par ailleurs et conformément à la loi n°2021-1104 du 22/08/2021 dite loi « Climat et résilience », le titulaire du présent marché s'engage à réduire l'impact environnemental lié au transport et à la logistique notamment en utilisant des transports peu polluants. A cet effet, la flotte routière utilisée dans le cadre de la réalisation des prestations de livraison des fournitures doit répondre, à minima, à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V.

Ce marché est également soumis aux dispositions de l'article 58 de la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dite loi AGECE, ayant comme objectifs de favoriser l'achat de produits issus du réemploi, de la réutilisation et de l'intégration des produits recyclés.

Si le candidat dispose d'une gamme de produits dits « verts » (c'est-à-dire des produits conçus et fabriqués de telle manière à être le moins nocif possible pour l'environnement) il est invité à les mettre en avant dans son offre, notamment le cas échéant en l'indiquant dans l'annexe financière.

Il est souhaité que ces produits soient clairement identifiables dans le catalogue du candidat et que les éléments justifiant de cette catégorisation « vert », éco-labels par exemple, soient également identifiables.

Les papiers devront être dotés d'un ou plusieurs labels garantissant que leur cycle de production répond à des critères écologiques strictes (exemples de label souhaités : fleur européenne, cygne nordique). Les écolabels et /ou labels environnementaux attendus sont ceux de type 1, en conformité avec la norme ISO 14024-2018 5 (déclarations environnementales de type 1) ou répondant aux exigences équivalents (celle dernière doit être démontrée par tous les moyens)

Les papiers non recyclés seront également issus de forêts gérées durablement. Cette gestion devra également être garantie par une certification (exemples : PEFC, FSC).

Les candidats devront fournir les preuves (documents et attestations techniques en français ou avec une traduction certifiée) des éléments annoncés dans leur mémoire technique. Le titulaire devra pouvoir fournir les fiches techniques de ces produits en langue française.

Pour le lots « enveloppes » les candidats devront proposer des produits garantissant la confidentialité de leur contenu et ne pas permettre la lecture au travers l'enveloppe.

Le candidat proposera autant que faire se peut des emballages secondaires et tertiaires réduite

Article 3 : Forme et caractéristiques du marché

Les prestations font l'objet d'un accord cadre mono attributaire. Il donne lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions par le code de la commande publique

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification, jusqu'au 120/7/2027.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande

3.1 Fournitures achetées hors BPU et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires **sur catalogue fourni par le titulaire à la remise des offres**. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés pour le lot considéré.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur les bordereaux de prix annexés à l'AE.

Le catalogue fourni par le titulaire comprend un tarif général public et un taux de remise contractualisée. Ce catalogue est remis avec l'offre de base.

La moyenne d'augmentation du tarif catalogue ne pourra pas excéder la moyenne d'augmentation du lot observée sur les 12 mois précédents. Au-delà, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter l'actualisation de ce catalogue en demandant au titulaire des éléments objectifs d'évolution des coûts justifiant l'évolution des prix. En cas de désaccord sur l'augmentation des prix supérieure à la moyenne d'augmentation du lot, les tarifs du dernier catalogue en vigueur s'appliqueront.

Article 4 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG FCS, dès la notification de l'appel d'offres, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande et notifient cette désignation au pouvoir adjudicateur ou au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Article 5. Modalité de financement

Fonds propres, avance, acomptes et paiements partiels définitifs versés au titulaire, délai global de paiement : 50 jours

Article 6. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le catalogue des prix du fournisseur
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables, seuls le Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1er avril 2019 et les documents énoncés ci-dessus le sont.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Article 7. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Notification électronique par le biais de la plateforme de dématérialisation

www.marches-publics.gouv.fr

Article 8. Prix, variation du prix

8.1 Mode d'établissement

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Le prix du présent accord-cadre à bons de commande est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

Les prix sont franco transitaires hors taxes (HT) (INCOTERM FCA)

Les fournisseurs locaux en mesure de livrer directement au CHUM devront proposer leur offre en HT et TTC.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les marchés sont traités à prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau de prix. Les prix unitaires présentés dans le(s) BPU sont appliqués aux quantités réellement commandées déduits des remises/escomptes indiqués dans l'offre du Titulaire.

8.2 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande conclus en groupement :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

8.3 Forme et variation du prix

Le présent accord-cadre à bons de commande est conclu à prix unitaires révisables. La révision se fait à la hausse comme à la baisse.

Chaque révision de prix ne pourra intervenir qu'à la date anniversaire du marché

Les prix de référence du marché (bordereau de prix et catalogue) sont révisables, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre à bons de commande, au tarif du titulaire.

Le titulaire devra adresser au CHUM sa demande de révision de prix, sous pli recommandé avec avis de réception, au moins DEUX (2) mois avant la date d'application de ces nouveaux tarifs.

Les prix demeurent fermes la 1^{ère} année puis révisables annuellement comme indiqué précédemment.

Les modalités de variations des prix : -Variation avec formule

Les prix sont révisables en application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 * (0.125 + 0.875 * \ln/I_0)$$

Avec

P₀ : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement

P_n : Prix après ajustement

I_n : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet du premier ajustement

I₀ : dernier indice publié au mois M₀

Indice INSEE : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.23-Articles de papeterie – prix de base- 2021- Identifiant 010763807

Le fournisseur s'engage à chaque changement de tarifs à communiquer ses nouveaux prix accompagnés d'un justificatif suffisamment probant attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés (tarif fabricant certifié conforme, indices, formule paramétrique de calcul des prix révisés...) et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Les nouveaux prix deviennent contractuels qu'après acceptation par le CHU de Martinique, pouvoir adjudicateur, prononcée dans un délai maximum d'un mois à compter de leur date de réception. Le titulaire en est informée par courrier transmis de façon dématérialisée permettant une traçabilité.

A défaut de remplir cette obligation dans les délais impartis, le titulaire est réputé refuser la révision et l'accord-cadre à bons de commande se poursuit sans modification de prix.

Les prix sont aussi révisables par le biais d'offres de prix promotionnel.

Ces offres peuvent prendre les formes suivantes :

- Diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes des prestations objet du présent marché ;
- Augmentation d'un ou plusieurs taux de remise figurant au bordereau des prix unitaires
- Combinaison des deux points ci-dessus.

Le titulaire doit adresser par écrit le tarif promotionnel à l'établissement au moins 2 jours avant leur application. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls fournitures et produits associés figurant au marché.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché, ajustés le cas échéant dans les conditions figurant à l'article 8.3., sont ceux à nouveau en vigueur.

8.4 Clause butoir

L'augmentation qui résulte de l'application de la clause de la révision des prix sera obligatoirement limitée à :

- 3 % (dit taux butoir) par période de révision pour les petites fournitures et environnement de bureau
- 5%(dit taux butoir) par période de révision pour les fournitures « papier »

Si la variation excède le taux susvisé, par rapport au dernier prix en vigueur, le prix de règlement ne dépassera pas ce taux, sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le Pouvoir Adjudicateur, à la demande du Titulaire.

En effet si des variations **importantes et imprévisibles des matières premières** surviennent et sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le Centre Hospitalier Universitaire sans délai par Lettre Recommandée avec A.R. dûment accompagnée des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel du produit concerné.

8.5 Clause de sauvegarde

Le dépassement du taux butoir est toutefois susceptible d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité pour le titulaire. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation

9. Avances

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 10. Modalités de règlement

10.1 Délais de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des véhicules/prestations, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour les établissements publics de santé.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>** (Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique).

Sur les factures devront apparaître le lot concerné par la facturation

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour être valable, la facture doit comporter toutes les mentions requises, et en complément les éléments suivants, à savoir :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (**SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, DE L'ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE ET EMETTEUR DU BON DE COMMANDE cf annexe 1 au CCP.**) ;
- Le « centre de gestion » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, ***lorsque celle-ci a décidé de créer « des codes services » afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;***
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus pourrait entraîner un rejet de la facture

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et Communication des pièces manquantes.

10.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Article 11 Délais - Pénalités et primes

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Dans le cas où le titulaire prouve qu'il n'a pas été approvisionné dans les temps (production du mémoire et information préalable du GHT de Martinique), il ne lui sera pas infligé de pénalités de retard.

Toutefois, le titulaire devra, dans ce cas, assurer une prestation de remplacement, soit par la fourniture d'un véhicule équivalent de substitution, soit par la location d'un véhicule équivalent ou supérieur, et ce jusqu'à parfait achèvement de son lot.

A défaut, les pénalités de retard seront défalquées des sommes dues aux titulaires.

Article 12 Modalités d'exécution du marché

12.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles. En cas de non-accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

12.2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus au CCTP.

Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

Les fournitures seront livrées à **l'adresse indiquée sur le bon de commande selon l'établissement bénéficiaire**

12.3 Modalités particulières pour un marché à bons de commande

Les commandes sont directement passées par les établissements bénéficiaires, une fois le présent marché mis à leur disposition dans les conditions visées à l'article **1.3 du présent CCP**.

Le titulaire dispose d'un délai de deux jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Article 13 Constatation de l'exécution des prestations et décisions

La livraison de chaque commande fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

13.1 Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison des fournitures, conformément aux articles 18, 19 et 20-2 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification s'effectuent à compter de la livraison à destination. Elles sont :

- de nature qualitative, et consistent à vérifier la conformité des marchandises livrées avec les spécifications techniques et les modèles témoins ;

- de nature quantitative, et consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de Commande, celle portée sur le bon de livraison, et celle effectivement livrée.

13.2 Décision d'admission

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services - CCAG FCS

Admission totale

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur doit prononcer, à l'issue des opérations de vérification, l'admission totale des prestations attendues dès lors que ces dernières sont conformes aux stipulations mentionnées au C.C.A.P.

Le silence observé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant après l'écoulement d'une période de 5 jours ouvrés suivant les opérations de vérification vaut admission des prestations exécutées.

Admission partielle

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prononcer à l'issue des opérations de vérification, l'admission partielle des prestations exécutées dès lors qu'au moins l'une d'entre elles est conforme aux stipulations mentionnées au C.C.A.P., sous réserve de leur autonomie.

Décision d'ajournement

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prononcer, à l'issue des opérations de vérification, l'ajournement des prestations exécutées dès lors que ces dernières ne sont pas conformes aux stipulations mentionnées au présent C.C.A.P. sans que cette non-conformité soit substantielle.

Dans cette hypothèse, la décision d'ajournement emporte toutes les conséquences juridiques prévues aux articles 30.2 et suivants du CCAG-FCS.

Décision de réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prononcer, à l'issue des opérations de vérifications, la réfaction des prestations exécutées lorsque ces dernières ne sont pas conformes aux stipulations mentionnées au C.C.A.P., sans que cette non-conformité soit substantielle.

Nota :

La décision de réfaction n'est prononcée qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter des observations.

Décision de rejet

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer, à l'issue des opérations de vérification, le rejet total ou partiel des prestations exécutées dès lors que ces dernières ne sont pas conformes aux stipulations mentionnées au C.C.A.P.

Article 14 Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison ou l'exécution des prestations

Article 15 Modification du marché

En application de l'article L 2194-1 du Code de la Commande Publique, le périmètre du présent marché pourra être modifié soit à l'initiative du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du titulaire

15.1 Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes par le biais d'un avenant.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties par voie d'avenant, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation du marché pour faute
- dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité
- En cas de changement du périmètre du marché, par ajout ou retrait d'un établissement partie sans qu'il n'y ait d'incidence sur le montant maximum de l'accord-cadre
- Substitution d'articles

Le Titulaire peut procéder **à prix inchangés** à des modifications **non substantielles** d'articles figurant au BPU ou au catalogue restreint (modification de référence ou de qualité) à la condition que les nouveaux produits soient conformes aux spécifications figurant dans l'annexe financière et soient techniquement équivalents aux produits qu'ils remplacent.

En cas d'approbation de l'établissement concerné, un avenant au marché sera rédigé. Les changements de référence sans changement de produit, ni de conditionnement, ni de prix, donneront lieu à la rédaction d'un Certificat administratif.

15.2 Clause modificative

- 15.2.1 Travaux, fournitures ou service supplémentaires devenus nécessaires
En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.
- 15.2.2. Circonstances imprévues
En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.
- 15.2.3. Modification non substantielle
En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.
- 15.2.4. Modification de faible montant
En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le pouvoir adjudicateur prend en compte le montant cumulé.

Dans les 4 cas prévus ci-dessus, une clause modificative sera rédigée par le pouvoir adjudicateur et signée par les parties contractantes.

15.3 Théorie de l'imprévision et demande d'indemnités

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation dès lors que les conditions de la théorie de l'imprévision sont réunies.

L'acceptation par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le montant de l'indemnisation sera inscrit dans une annexe au marché en cours pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié.

Au-delà de la période de déséquilibre financier ou si le titulaire n'apporte pas les éléments justificatifs à chaque bilan, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de la signature d'une annexe au marché,

Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner le pouvoir adjudicateur au motif que la demande d'indemnité n'a pas été acceptée faute de justification.

Article 16. Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 17 Obligation du titulaire

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Le titulaire s'engage à :

└ traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait /font l'objet du marché ;
└ traiter les données conformément aux instructions. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
└ garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
└ veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
└ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
└ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
└ prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Article 18 Différends et litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Martinique
12 rue du Citronnier – Plateau Fofa
BP CS17103 97271 SCHOELCHER

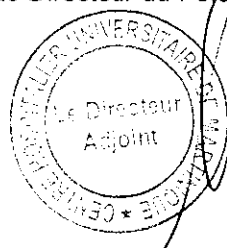
Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

Article 19 Dérogations au CCAG applicable

- L'article 2 du CCAP dérogé à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP dérogé à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP dérogé à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCAP dérogé à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP dérogé à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Fort-de-France, le **17 AVR. 2025**

Le Directeur du Pôle Finances Achats



Le Directeur chargé
des Finances et des Achats
G. MOTREFF